

Enquête financière – Quatrième trimestre 2002

Méthodologie de l'enquête

L'enquête financière, de périodicité trimestrielle, est une enquête de tendance menée, par l'intermédiaire du réseau de succursales de la Banque de France, auprès des établissements de crédit qui sont interrogés sur leur comportement et sur celui de l'ensemble des entreprises et des particuliers. Les questions visent à saisir, sous forme de notations chiffrées, des évolutions (passées ou prévues) relatives aux marchés de prêts et placements et des opinions relatives à des situations (trésoreries, endettement global des entreprises et des particuliers, patrimoine financier des particuliers). Les réponses sont pondérées en fonction de l'importance de l'activité clientèle de l'établissement interrogé, le critère variant selon la nature de la question. Les chiffres ainsi obtenus donnent une mesure synthétique de l'écart entre la proportion des informateurs qui estiment qu'il y a eu progression ou qu'une situation est favorable (trésoreries, patrimoine financier des particuliers) ou importante (endettement global) et celle des informateurs jugeant qu'il y a eu fléchissement ou qu'une situation est défavorable ou faible.

Vue d'ensemble

Au quatrième trimestre 2002, les taux débiteurs pratiqués par les établissements bancaires ont diminué, notamment pour les particuliers ; les conditions créditrices se sont également détendues pour l'ensemble de la clientèle. Parallèlement, les marges bancaires ¹ se sont très légèrement resserrées, en dépit d'un relèvement des prix des services, notamment pour les particuliers.

Situation des entreprises et des particuliers

Selon les établissements bancaires, la trésorerie des entreprises est demeurée tendue au quatrième trimestre, en particulier dans les petites et moyennes entreprises. En raison, notamment, d'un gonflement des stocks et de l'allongement des délais de paiement, les besoins en fonds de roulement se sont accrus. Les utilisations nouvelles de crédits à moyen et long termes par les entreprises ont diminué, à un rythme toutefois plus modéré qu'au trimestre précédent.

Les particuliers, dont le patrimoine financier a, dans l'ensemble, légèrement progressé, continuent de privilégier les placements les moins exposés aux fluctuations des marchés boursiers. Les difficultés de paiement progressent quelque peu, en dépit d'une légère diminution du niveau d'endettement global.

Au cours du premier trimestre 2003, selon les établissements bancaires interrogés, la demande de crédit des particuliers devrait continuer de s'accroître. Pour les entreprises, la demande de crédit à moyen et long termes ne devrait guère varier par rapport au trimestre précédent alors que le recours aux crédits à court terme progresserait de nouveau.

*Direction de la Conjoncture
Service des synthèses conjoncturelles*

¹ On vise ici l'écart entre le rendement moyen des emplois — y compris le portefeuille-titres — et le coût moyen des dépôts.

1. Le comportement des établissements de crédit

Au cours du quatrième trimestre, la concurrence entre les établissements de crédit est jugée, dans l'ensemble, plus vive qu'au trimestre précédent. Elle s'est surtout concentrée sur l'attribution de crédits, dans un contexte de taux très attractifs.

Comme au troisième trimestre 2002, les taux d'intérêt débiteurs et créditeurs se sont repliés, plus encore pour les taux des crédits que pour les rémunérations des placements.

Dans cet environnement, et compte tenu du nombre très faible d'opérations boursières générant des commissions, les marges bancaires se sont très légèrement resserrées.

Les prix des services ont été faiblement revalorisés ; la hausse a surtout concerné les prestations aux particuliers. Par ailleurs les banques élargissent la gamme de leur tarification : le nombre de produits facturés augmente et le développement de nouvelles prestations entraîne une multiplication des tarifs.

Au cours des prochains mois, les établissements de crédits s'attendent, dans l'ensemble, à une progression de la demande de crédit.

Comportement des établissements de crédit

	<i>(soldes d'opinions)</i>							
	2001				2002			
	1 ^{er} trim.	2 ^e trim.	3 ^e trim.	4 ^e trim.	1 ^{er} trim.	2 ^e trim.	3 ^e trim.	4 ^e trim.
Rémunération des placements								
des particuliers	- 1	2	- 22	- 10	8	1	- 14	- 26
des entreprises	- 2	2	- 28	- 12	3	2	- 16	- 26
Taux des crédits								
aux particuliers	- 17	- 3	- 36	- 19	17	- 5	- 38	- 44
aux entreprises	- 4	- 3	- 39	- 19	21	6	- 18	- 36
Prix des services								
aux particuliers	18	6	4	3	8	14	16	19
aux entreprises	16	10	5	5	7	14	17	11
Marges bancaires	- 9	- 6	- 11	5	- 8	- 7	3	- 1
Évolution prévue de la demande de crédit	25	1	- 13	1	15	18	- 3	14

2. Le comportement des entreprises

Solde des opinions portées par les établissements de crédits sur l'ensemble des entreprises

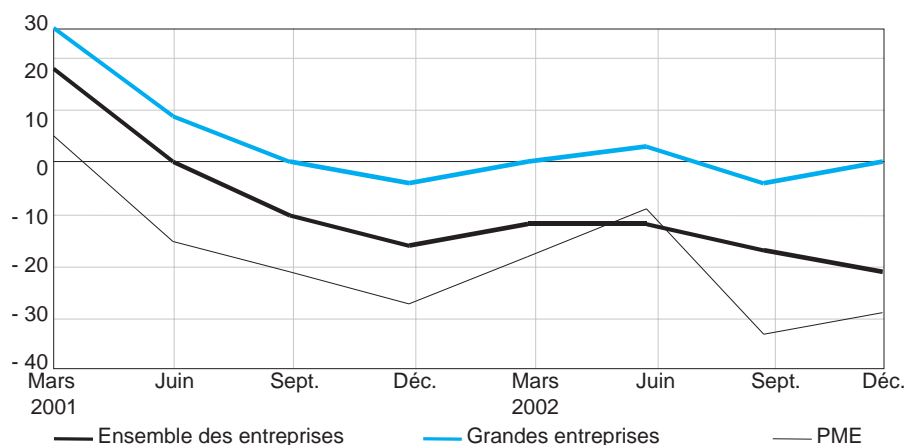
(soldes d'opinions)

	2001				2002			
	1 ^{er} trim.	2 ^e trim.	3 ^e trim.	4 ^e trim.	1 ^{er} trim.	2 ^e trim.	3 ^e trim.	4 ^e trim.
Situation de trésorerie en fin de période (a)								
Ensemble des entreprises	18	0	- 10	- 16	- 12	12	- 17	- 21
Grandes entreprises	26	9	0	- 4	0	3	- 4	0
PME	5	- 15	- 21	- 27	- 18	- 9	- 33	- 29
Situation de trésorerie prévue								
Ensemble des entreprises	14	10	- 18	- 15	- 6	- 8	- 31	- 21
Grandes entreprises	17	- 4	- 7	- 11	1	- 6	- 18	- 4
PME	5	- 18	- 29	- 18	- 10	- 11	- 35	- 27
Difficultés de paiement	- 10	15	7	12	6	16	23	21
Résultats bruts d'exploitation	18	- 13	- 29	- 35	- 27	- 29	- 37	- 31
Besoins en fonds de roulement	20	25	19	24	15	31	16	20
Investissements globaux	11	- 2	- 34	- 38	- 34	- 18	- 56	- 16
Autorisations nouvelles et renouvellements de crédits à court terme	10	11	8	17	- 1	21	3	18
Utilisations nouvelles de prêts à moyen et long termes	11	14	- 16	- 30	- 20	- 7	- 35	- 13
Situation de l'endettement global	8	7	5	- 1	- 1	0	- 4	2
Dépôts à vue (encours moyen)	15	9	5	9	11	- 1	- 8	- 8
Placements nouveaux liquides	9	9	0	- 6	- 11	- 10	- 26	- 12
Placements nouveaux en titres négociables	- 5	- 3	1	- 3	- 2	- 11	- 21	- 14
dont : Titres d'OPCVM	- 3	2	2	- 1	4	- 6	- 14	- 12
Évolution prévue de la demande de crédit de trésorerie	13	18	19	22	14	17	10	18
Évolution prévue de la demande de crédit à moyen et long termes	19	- 4	- 24	- 11	7	11	- 28	- 1

(a) Les différences de taux de réponses concernant les petites et les grandes entreprises sont susceptibles de se traduire par des évolutions divergentes entre les composantes et l'ensemble des entreprises.

Situation de trésorerie des entreprises

(solde d'opinions, séries brutes)



Le resserrement des trésoreries, constaté depuis plus d'un an, s'est poursuivi au quatrième trimestre.

Le faible dynamisme de la demande, conjugué au renchérissement de certaines matières premières, s'est traduit par un nouveau recul des résultats bruts d'exploitation, toutefois moins marqué que celui observé au trimestre précédent.

Parallèlement, les besoins en fonds de roulement progressent, sous l'effet, notamment, de l'alourdissement des stocks et de l'allongement des délais de paiement consentis à certains clients.

Au total, les difficultés de paiement augmentent, particulièrement dans les petites et moyennes entreprises.

Dans ce contexte, les autorisations nouvelles et les renouvellements de crédits à court terme se sont sensiblement accrus.

Dans le même temps, le fléchissement des utilisations nouvelles de crédits à moyen et long termes se ralentit par rapport à celui observé au troisième trimestre. Un grand nombre d'entreprises continue de reporter ses investissements ou les limite à de simples renouvellements d'équipements, dans l'attente d'une amélioration des perspectives.

L'endettement global n'a guère varié par rapport au trimestre précédent.

Les placements, quelle que soit leur forme, se sont de nouveau réduits. Leur contraction, y compris celle des dépôts à vue et des SICAV monétaires, s'explique non seulement par le resserrement des trésoreries, mais aussi, dans une moindre mesure, par la faible rentabilité des comptes et des SICAV de trésorerie. De plus, certaines entreprises préfèrent, quand cela leur est possible, utiliser leur trésorerie pour réaliser des règlements « comptant » plutôt que d'avoir recours à l'escompte.

Au cours des prochains mois, selon les banques interrogées, la demande de crédit à court terme pourrait s'accroître tandis que celle de crédit moyen et long termes ne varierait guère par rapport au trimestre précédent.

3. Le comportement des particuliers

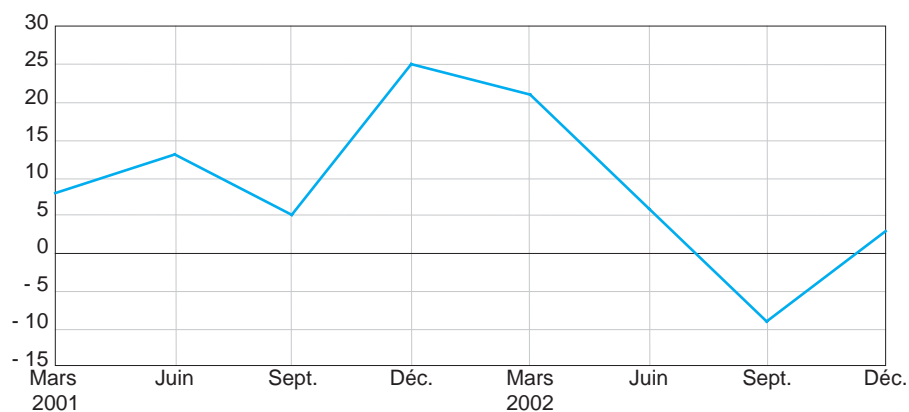
3.1. Les comportements d'épargne

Solde des opinions portées par les établissements de crédit sur l'épargne des particuliers

	2001				2002			
	1 ^{er} trim.	2 ^e trim.	3 ^e trim.	4 ^e trim.	1 ^{er} trim.	2 ^e trim.	3 ^e trim.	4 ^e trim.
Situation du patrimoine financier	8	13	5	23	21	6	- 9	3
Encours moyens des dépôts à vue	9	12	26	59	35	40	33	29
Encours moyens des livrets	0	- 15	18	37	33	17	49	34
Placements nouveaux en comptes à terme et certificats de dépôts	48	34	16	- 12	- 6	- 9	- 7	- 30
Placements nouveaux en PEL	5	- 4	10	25	34	25	38	46
Placements nouveaux en PEP	- 47	- 50	- 45	- 28	- 23	- 34	- 31	- 25
Placements en actions	- 47	- 55	- 80	- 21	- 21	- 68	- 93	- 57
Placements en obligations	- 9	- 4	- 4	- 11	- 10	- 12	- 18	- 16
Placements en OPCVM court terme	7	0	- 5	8	11	5	- 7	- 8
Placements en autres OPCVM	- 16	- 11	- 29	- 3	8	- 17	- 21	- 15

Patrimoine financier des particuliers

(solde d'opinions, séries brutes)



Au quatrième trimestre 2002, le patrimoine financier des ménages s'est légèrement amélioré et retrouve un niveau proche de celui enregistré au deuxième trimestre 2002. Selon les banquiers interrogés, ce niveau est jugé relativement satisfaisant.

Les encours moyens des dépôts à vue et des livrets ont progressé sous l'effet, notamment, des versements du treizième mois et des primes de fin d'année, mais moins que l'an dernier à la même époque.

L'attrait constaté depuis plusieurs trimestres pour les placements en PEL, considérés comme valeur refuge, se maintient. Des modifications réglementaires, applicables à mi-décembre, ont entraîné de nombreuses ouvertures de plans, pour prendre date, sans pour autant que les montants des dépôts soient importants.

Les placements en produits d'assurance-vie ont conservé leur attrait, sous l'effet conjugué de la fiscalité avantageuse et des efforts commerciaux faits par les établissements bancaires.

Les autres placements (comptes à terme, certificats de dépôt, placements nouveaux en PEP, en actions, en obligations, placements en OPCVM...) ont de nouveau reculé, à un rythme cependant moins prononcé que celui observé au cours du trimestre précédent.

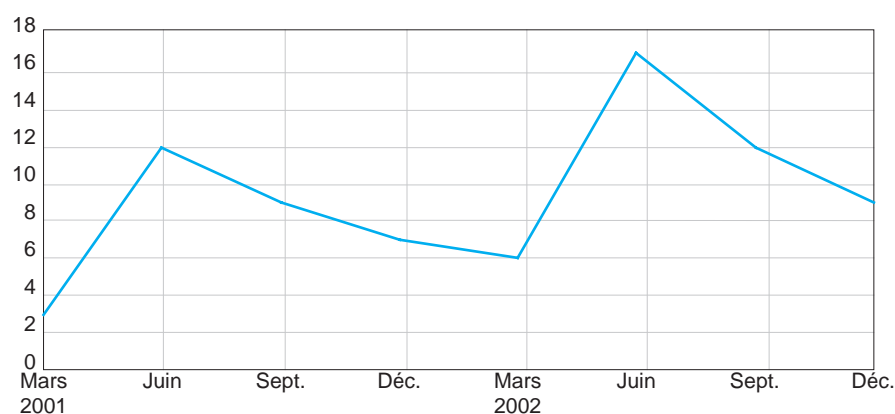
3.2. Les comportements d'endettement

Solde des opinions portées par les établissements de crédit sur l'endettement des particuliers

	2001				2002			
	1 ^{er} trim.	2 ^e trim.	3 ^e trim.	4 ^e trim.	1 ^{er} trim.	2 ^e trim.	3 ^e trim.	4 ^e trim.
Situation de l'endettement global	3	12	9	7	6	17	12	9
Difficultés de paiement	- 4	4	0	3	3	9	9	11
Autorisations et renouvellements de crédits de trésorerie	9	25	10	22	9	14	7	8
Utilisations nouvelles de prêts personnels	27	36	19	28	11	29	16	15
Utilisations nouvelles de prêts immobiliers	4	36	6	21	33	60	45	38
Évolution prévue de la demande de crédits de trésorerie	32	14	5	7	23	22	16	15
Évolution prévue de la demande de crédits immobiliers	26	8	- 14	5	28	22	17	19

Endettement global des particuliers

(solde d'opinions, séries brutes)



Le niveau d'endettement des ménages est jugé légèrement moins élevé qu'au troisième trimestre. Les difficultés de paiement se sont modérément accrues.

Les crédits de trésorerie n'ont que faiblement progressé, en liaison étroite avec le ralentissement de la consommation des ménages observé en fin d'année 2002.

Les crédits immobiliers ont augmenté, à un rythme à peine moins soutenu qu'aux trimestres précédents. Les taux proposés par les établissements bancaires sont jugés attractifs et l'allongement de la durée des prêts solvabilise davantage la clientèle bien que le niveau actuel des prix de l'immobilier apparaisse parfois dissuasif.

Les prévisions des établissements interrogés sont plutôt confiantes pour la période à venir. Ainsi, au cours des prochains mois, la demande de crédits de trésorerie et celle des crédits immobiliers pourraient continuer de progresser au même rythme qu'au trimestre précédent.